

# L'OTAN, LA SÉCURITÉ DE L'EUROPE ET LE RETOUR RÉGIONAL À LA DÉMOCRATIE SOCIALE

ALAIN JOXE \*

*De l'OTAN, il reste le sigle. Ce qu'elle est devenue ne correspond plus au traité fondateur. Après le gonflement qu'elle a connu, suite à l'effondrement du Pacte de Varsovie, et l'invention des partenariats avec des non-membres, elle s'est construit un droit d'intervention hors zone avec la guerre d'Afghanistan. Pour affronter une liste hétéroclite de risques possibles, où l'on retrouve aussi bien le terrorisme que le trafic de drogue, la perte de contrôle des ressources énergétiques ou des migrations, elle unifie les normes de modernisation, dynamise les ventes d'armes et devient une société d'assurance globale des firmes transnationales, presque une alliance à vocation globale se substituant à l'ONU. Mais, sans révision du Traité défensif de l'Atlantique Nord, ses bases politiques sont devenues floues. On ne peut donc s'étonner que ses buts militaires soient confus et ses méthodes de combat incohérentes. On peut espérer que la campagne électorale de 2012 abordera ce qu'il convient de préparer: un nouveau retrait de la France.*

Faire le point sur l'OTAN en cette « rentrée » 2011 est un défi historique, juridique, anthropologique, militaire et géostratégique, car sous aucune de ces approches *identitaires*, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ne correspond plus à une définition stabilisée. À tel point qu'on peut parfaitement se demander si, en dehors du nom, ou plutôt du *sigle*, rien ne subsiste plus de cette alliance et de son organisation. Certains se demandent même, aux États-Unis, si son succès en Libye n'est pas son chant du cygne<sup>1</sup>. Autrement dit l'alliance Atlantique est bien morte et même elle

---

\* DIRECTEUR D'ÉTUDES HONORAIRE À L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

<sup>1</sup> Cf. « Could NATO's Libya mission be its last hurrah? » *Christian Science Monitor*, 24/8/2011 : « L'Europe, de toute évidence, n'est plus une zone militaire menacée. La menace soviétique a disparu; les troubles aigus des

est enterrée sous des monceaux de décombres, matériels et logiciels, et si l'OTAN, elle, est bien vivante c'est comme une organisation qui sert, actuellement encore, à mimer des coalitions sous commandement américain et à masquer deux phénomènes étroitement liés mais qui doivent rester imprécis pour les opinions démocratiques, à savoir :

- l'affaiblissement de l'indépendance et de la souveraineté politique des États-nations, y compris les États-Unis, et donc de leur souveraineté militaire,
- L'affaiblissement des traités d'alliance internationaux sous la pression d'une réalité nouvelle: la souveraineté hégémonique des entreprises transnationales dans l'espace globalisé de la politique financière.

L'OTAN comme l'ONU sont des institutions interétatiques et datent d'une étape antérieure de la mondialisation. Le maintien des appareils d'État pour conforter le crédit des banques est un rôle nouveau qui exige le maintien du « politique » pour la « confiance » des marchés, mais certainement pas le renforcement de la démocratie sociale par le soutien militaire aux soulèvements populaires.

L'OTAN est donc peut être allé trop loin dans la représentation de la puissance militaire au service des démocraties, sauf si on se prépare activement à transformer la victoire ambiguë du soulèvement libyen en avènement d'une oligarchie raisonnable, pétrolière et non salafiste.

Le flou politico-militaire créé par l'OTAN gonflant, à l'effondrement de l'URSS, fut promu par les gouvernements pour des raisons techniques et toléré par les opinions car il a surgi au début de la « paix », dans la configuration de la fin de la guerre froide, et de la disparition du Traité de Varsovie dans les années 1990. L'expansion et l'extension des responsabilités de l'OTAN par l'importance des « partenariats » avec les pays de l'ex-Pacte de Varsovie compensaient l'abaissement des effectifs et des dispositifs de la guerre froide.

---

Balkans se sont ramollis avec des États candidats à l'entrée dans l'Union ; les incursions de la Russie en Géorgie de 2008 ne se sont pas répétées, l'Estonie appuie l'entrée de la Russie dans l'OMC et l'Allemagne regarde vers l'est pour créer de solides relations d'affaires ». « Ce qui m'inquiète est que les attaques contre l'OTAN et la colère à l'encontre de l'Europe à Washington, en combinaison avec la montée d'une nouvelle génération aux États-Unis, n'accélèrent en fait la fin de l'alliance ».

L'adoption permanente de normes communes, facilitant le montage éventuel de coalitions ad hoc, s'est produite surtout après 2001 en s'appuyant sur la vague du « terrorisme international » qui servit d'ennemi global désigné jusqu'à nos jours. Nous renvoyons pour l'analyse de l'époque antérieure à notre article de *Recherches Internationales* de 2008 <sup>2</sup>.

Mais nous sommes aujourd'hui dans une configuration très différente. La crise financière mondiale suscite des crises « mutantes » et entretient des conflits armés incontrôlés pouvant déboucher sur des tensions mondiales. Les règles (coutumières) d'engagements souverains des forces armées dans des guerres ne dépendent plus nullement du combat policier unifié contre le terrorisme dit « international ». Les cérémonies d'anniversaire et de deuil à l'occasion du dixième anniversaire de ce crime contre l'humanité cherchent sans doute à prolonger l'image de la guerre unitaire contre le terrorisme.

Mais on a pu constater que la perception du danger du « terrorisme islamiste » s'atténuait et que, en revanche, les soulèvements démocratiques contre la corruption et l'inégalité s'étendent dans le monde musulman comme une prise de conscience critique, politique plus que religieuse, contre le système néolibéral qui prenait partout la forme de dictatures, policières, militaires ou communautaires. Ce soulèvement, d'un tout autre ordre que le prophétisme délirant d'Al-Qaïda, exige des religions un soutien éthique et politique bien plus qu'un acte de foi fanatique dans les raisonnements les plus archaïques d'un *djihad* suicidaire se substituant à la « justice divine ». Obama lui-même renie l'extrémisme religieux des présidences impériales de Bush autant que l'extrémisme d'Al-Qaïda. On recherche tous azimuts des solutions rationnelles pour sauver le capital et/ou le travail.

Le chaos islamiste et la *religion* libre-échangiste étaient allés ensemble jusqu'à promouvoir en couple un libre marché des guerres locales, ce qui exige aujourd'hui une remise sous contrôle des forces politiques dévoyées dans les marigots de la privatisation paramilitaire, et pour la gauche, la lutte démocratique contre la corruption. Donc une certaine précision éthique et une persévérance stratégique nouvelle doivent être

---

<sup>2</sup> Cf. Alain Joxe, « L'OTAN et l'Union européenne au conditionnel futur », *Recherches internationales* n° 81, janvier-mars 2008, pp. 43-65.

fondées, en Europe et à ses abords, sur une intelligence tactique et politique renouvelée.

L'OTAN n'est pas faite pour ça.

Dans la période antérieure, sa fonction était d'obliger l'Europe à contribuer et à moderniser les appareils militaires aux normes américaines, les nations du vieux continent étant invitées à servir d'appoint au *leadership* militaire américain. La force militaire restait le point fort des États-Unis dans l'empire global, quand son hégémonie économique s'effritait. La production de stratégie, mêlée de près à la production de systèmes d'armes, faisait partie du moteur techno-industriel américain.

Mais l'ennemi militaire principal n'étant plus là, dans la crise financière, l'appareil militaire dominant avait quelque chose de décalé et d'inutilisable.

Une opération comme la guerre aérienne contre Kadhafi en Libye paraît remettre en selle le *leadership* militaire américain, sur les bases du « tout aérien, zéro hommes à terre, zéro mort » cher à Clinton dans les guerres yougoslaves. Cela ressemble à un retour de *Air Force*, pourtant terriblement critiquée dans les guerres d'Iraq et d'Afghanistan pour son douhetisme et ses bavures. Mais malgré l'épuisement un peu ridicule des munitions dans le cours des opérations aériennes, utilisées comme feu roulant d'artillerie d'appui à une guerre du désert sur autoroute, il faut voir que cette opération, sa conception, les étapes stratégiques, l'articulation entre l'appui aérien et les combattants libyens étaient à la portée d'une Europe franco-britannique même de droite, même peu mobilisée militairement. Elle n'avait pas nécessairement besoin des États-Unis pour faire les gros bras, et aurait pu même user, en faveur de la démocratie, d'une diplomatie et d'une aviation d'appui plus fine que celle qui accompagne nécessairement les lourdeurs et les gaspillages de l'*US Air force*. Ce sont les Français et les Britanniques qui discrètement, dès le début, ont pensé la chute de Tripoli à partir d'un appui sur les zones frontalières et montagnardes kabyles de l'ouest.

L'opération pudiquement intitulée par l'ONU « défense des populations civiles menacées de massacre » était un appui aérien dans une guerre civile à une armée populaire soulevée contre un tyran. La chute du tyran et l'instauration d'une démocratie étaient les deux buts affichés par les initiateurs de l'intervention : les gouvernements français et britannique. Quoique ces deux gouvernements aient été tous deux des gouvernements de droite néolibérale, *la défense des démocraties* remplaçant au pied levé des dizaines d'années de « défense des dictatures corrompues »

est un tournant auquel la gauche peut donner un appui, mais sans aucune naïveté.

La démocratie, pour le système, n'est préférable à la dictature que lorsque la dictature est à bout de souffle. Le vrai défi qu'annonce la participation de l'OTAN, c'est la maîtrise des forces démocratiques libyennes de telle sorte qu'elles n'aillent pas jusqu'à revendiquer l'établissement d'une démocratie sociale et la libre disposition, dans ce but, des gisements de pétrole et des comptes en banques de Kadhafi. Celui-ci fut un temps le symbole d'un *leadership* arabe progressiste. Ce n'est pas parce que, comme d'autres, le pouvoir absolu l'a fait tomber dans une paranoïa criminelle que l'élan démocratique libyen n'est pas héritier d'une pensée sociale réelle, en même temps que d'une capacité de corruption mortelle qui, elle, était conforme au programme du néolibéralisme, dont l'OTAN est un « organe spécialisé ».

Quand on énonce le sigle OTAN à propos des guerres réelles, de quoi s'agit-il ? Sous quelle forme ou quelle réalité contraignante doit-on se préoccuper du fonctionnement de cette organisation ? La grande viscosité du droit coutumier anglo-saxon a envahi non seulement le droit des affaires, mais le *jus ad bellum* et le *jus in bello*, et le Traité d'Alliance de l'Occident par excellence a été révisé, *de facto*, sans *renégociation* diplomatique ni révision du Traité ni votes parlementaires, par des *accords* sur de « nouveaux concepts » sans statut juridique, décrivant des armements, des normes d'engagement des forces, régulant l'usage technique de la violence en politique et en économie.

Ces accords qui portent sur l'usage de la force armée sont donc informels et de type *maffieux*—comme certains accords d'entreprise : ils créent des contraintes techniques, mais ne comptent plus sur une définition *politique contractuelle*, comme celle qui reste incarnée par le texte du Traité d'Alliance aujourd'hui entièrement détourné. C'est pourquoi les bases politiques de l'OTAN sont devenues très fragiles ; du coup ses buts militaires sont flous, ses méthodes de combat sont incohérentes et ses doctrines, sans suivi stratégique dans le long terme, ne sont pas « sérieuses », comme diraient les Chinois.

Du point de vue juridique en effet, cette année, on a vu non seulement le sigle OTAN, et même deux « commandements OTAN » couvrir deux guerres, menées à bien au nom d'une « défense de la démocratie », mais dans le cadre d'une violation progressive et explicite des termes du Traité d'alliance et en mettant en œuvre des stratégies et des tactiques incohérentes par rapport aux buts affichés.

Je pense qu'il est utile de rappeler que l'OTAN n'a pas de haut commandement stratégique opérationnel et qu'en tant qu'institution, elle a toujours été incapable d'étudier ou de préconiser, depuis la fin de la guerre froide, une stratégie qui soit autre chose que celle des États-Unis, avec ses variations. Et que si ses entreprises ne finissent pas en catastrophes sanglantes, c'est grâce aux nuances et aux divergences que les alliés européens sont capables de faire peser sur les options américaines les plus absurdes. C'est ce qu'on vérifie en observant les deux guerres que l'OTAN est supposée commander en cette fin 2011.

### **La première guerre est la guerre d'Afghanistan**

Trois paradoxes ou trois systèmes de représentation contradictoires ont présidé à l'entrée en guerre de l'OTAN en Afghanistan :

– L'Afghanistan a servi à promouvoir l'emploi de l'OTAN *hors zone*, comme un nouveau système de sécurité impérial américain, pouvant doubler l'ONU.

– C'est la guerre d'Afghanistan, quels que soient les échecs militaires de la coalition sous commandement du CENTCOM, qui fait la promotion de l'OTAN plutôt que l'inverse.

– La guerre y aboutit presque à une condamnation de l'*Air Force* et du syndrome douhetiste « autistique » (refus d'engager des troupes à terre) qui avait été expérimenté par Clinton en ex-Yougoslavie et aboutissait à une impasse. C'est pourtant cette « recette » qui est reprise en Libye.

### **La construction de l'OTAN hors zone**

Le théâtre d'opération afghan ne correspondait pas à la zone de l'Atlantique Nord, couverte explicitement par le Traité. La mission « OTAN » afghane, au début, est encadrée par la mission de l'ONU : c'est la reconstruction des éléments de souveraineté de l'État y compris son armée, après le démantèlement du pouvoir tyrannique des salafistes taliban. Ce n'est pas la participation à une guerre interne, qui se prolonge après la victoire initiale et pour laquelle les États-Unis sont seuls à mener les opérations de guerre au nom d'une vengeance contre Al-Qaïda.

L'extension de la zone « atlantique nord » à l'Afghanistan, et donc le *glissement de l'expédition vers le statut d'une guerre défensive OTAN*, est parfaitement datée : elle découle d'une décision de principe prise par le sommet atlantique de Prague, en novembre 2002. Cette décision fondatrice n'a pas eu l'honneur

d'être considérée comme digne du titre de « nouveau concept » ; c'est une omission qui maintient cette mutation dans une certaine discrétion. Au nom de la guerre contre le terrorisme islamiste et sa tête visible Al-Qaïda, l'OTAN renforce alors une évolution vers le « systémique préemptif », mais elle débouche en outre, explicitement, vers « l'opérationnel hors zone ».

Le document publié à l'issue du sommet de Prague s'appuie en effet sur « la globalité » ubiquitaire de la menace terroriste pour contourner la définition restrictive de l'aire de responsabilité de l'alliance. Selon le communiqué de Prague, l'OTAN se donne à « relever le défi pour la sécurité des forces, des populations et des territoires de nos pays, *d'où que ces défis puissent venir* »<sup>3</sup>. Cela signifie évidemment que le lieu d'où surgit la menace contre un membre de l'alliance fait automatiquement partie de la zone OTAN de ciblage. Comme la menace offensive et l'attaque des deux tours sont issues d'Al-Qaïda, dont le siège supposé est en Afghanistan, sous hospitalité des talibans, l'OTAN a le droit de se considérer comme attaquée depuis l'Afghanistan. Ce qui est à remarquer dans cette guerre OTAN d'Afghanistan, c'est qu'en

---

<sup>3</sup> Déclaration du sommet de Prague, 21 novembre 2002 :

§3. Rappelant les événements tragiques du 11 septembre 2001 et notre décision ultérieure d'invoquer l'article 5 du Traité de Washington, nous avons approuvé un ensemble complet de mesures fondé sur le Concept stratégique de l'OTAN, *afin de nous rendre mieux à même de relever les défis pour la sécurité des forces, des populations et du territoire de nos pays, d'où que ces défis puissent venir*. Les décisions d'aujourd'hui se traduiront par la mise en place de capacités équilibrées et effectives au sein de l'alliance, de manière que l'OTAN puisse mieux remplir toute la gamme de ses missions et répondre collectivement à ces défis, y compris la menace que représentent le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs.

§4. Nous soulignons que nos efforts pour transformer et adapter l'OTAN ne doivent être perçus comme une menace par aucun pays ou aucune organisation, mais plutôt comme une preuve de notre détermination à protéger les populations, le territoire et les forces de nos pays de toute attaque armée, y compris toute attaque terroriste, dirigée de l'étranger... L'OTAN doit pouvoir aligner des forces capables de se déployer rapidement partout où elles sont nécessaires, sur décision du Conseil de l'Atlantique Nord, de mener des opérations soutenues, à longue distance et dans la durée... Des forces militaires efficaces, élément clé de notre stratégie politique globale, sont indispensables pour sauvegarder la liberté et la sécurité des populations de nos pays et contribuer à la paix et à la sécurité dans la zone euro-atlantique.

fait, la guerre a servi à faire la promotion de l'OTAN plutôt que l'inverse, et ceci malgré les échecs.

### **La promotion de l'OTAN comme société d'assurance globale**

Pourquoi l'OTAN s'exhibe-t-elle en Afghanistan, alors que sa présence n'est pas nécessaire militairement et que politiquement, elle ne correspond pas à l'unanimité requise pour une opération militaire atlantique consensuelle ? Il faut penser que cet exercice militaire confirme la définition de cette organisation *du point de vue des entreprises transnationales* comme une *société d'assurance globale*.

Il faut se poser la question non pas en termes militaires et stratégiques, car les Américains y sont clairement les seuls maîtres du jeu. Ce n'est pas l'Afghanistan qui tire avantage de la présence de l'OTAN, mais l'OTAN qui tire avantage de sa présence en Afghanistan. Cette option vise à transformer petit à petit l'OTAN en une alliance à vocation globale, pouvant organiser des guerres expéditionnaires dans le monde entier en créant l'apparence d'un consensus politique et militaire unifié par une doctrine américaine de l'ordre mondial intitulée, pour l'OTAN, « concept stratégique de l'OTAN ».

Les buts des opérations sous l'égide de l'OTAN se sont multipliés jusqu'à couvrir, par *l'éventualité d'interventions extérieures* ou même *sans lieu d'origine assignable*, une liste hétéroclite de menaces et de risques possibles, dont la nature « militaire » n'est pas obligatoire, même si elle promet des troubles politiques et sociaux <sup>4</sup> :

- le sabotage cybernétique ;
- les changements climatiques : montée du niveau de la mer, pénurie d'eau, sécheresse ;
- le terrorisme ;
- les violations des droits de l'homme ;
- le génocide ;
- le trafic de drogue ;

---

<sup>4</sup> Sources : OTAN ; conférence tenue le premier octobre 2009 organisée conjointement par l'OTAN et le Lloyd's of London - « The world's leading insurance market », cité par Diana Johnstone, *Monde diplomatique*, 18 novembre 2009 (compte rendu d'une conférence organisée par les Amis du *Monde diplomatique*, Nice, le 12 novembre 2009, *L'OTAN du Kosovo à l'Afghanistan : guerres sans frontières*).



- les États manqués (*failed states*);
- la piraterie;
- les migrations;
- le déclin probable de la production agricole;
- le contrôle des sources d'énergie.

Par sa pratique d'« assureur » liée ouvertement aux garanties de *tous les risques imaginables* pour l'économie mondiale globalisée, l'OTAN acquerrait donc la compétence et la cohérence d'un traité d'alliance *militaire - sécuritaire*, tout différent de la charte de l'Atlantique Nord, sans qu'on ait besoin de réécrire et de signer un nouveau traité, avec les difficultés prévisibles en matière de débats et de ratification.

Cet objectif d'un OTAN dominant l'ensemble des tâches de l'ONU et de l'Union européenne en matière de sécurité a été clairement conçu et organisé dès la présidence de Clinton, même si la philosophie militariste et « préemptive » et l'engagement terrestre qui soutient ses objectifs datent de la présidence de Bush Jr.

C'est un processus continu, mené à bien à partir du Pentagone et de l'idée de *transformation* continue de la modernité militaire par homogénéisation des normes OTAN, et il entraîne la projection de ce savoir-faire sur le champ de bataille afghan, le seul qui soit homologué par l'ONU.

Cependant, l'apparition d'un commandement opérationnel OTAN unifié en Afghanistan est relativement tardive : « On ne peut réellement parler de stratégie américano-otanienne qu'à la fin de l'année 2006. En effet, l'automne 2006 marque réellement la fin du déploiement des forces OTAN en Afghanistan et la mise en place d'un véritable niveau de commandement cohérent, le quartier général de la FIAS à Kaboul. Entre-temps, 2004 et 2005 constituent deux années décisives qui ont permis aux *taliban* de reprendre l'ascendant sur les populations des vallées.... Le gouvernement islamique de la République n'a pas pu bénéficier d'une police afghane suffisamment forte pour instaurer la sécurité et l'ordre »<sup>5</sup>.

Il se poursuit donc sous la présidence Obama. On note qu'elle correspond à la publication du *Field Manual* de Petraeus poussant, en Iraq, la mutation voulue par le rapport Hamilton-Baker vers plus de politisation des tactiques de terrain, avec des

---

<sup>5</sup> Entretien avec Olivier Entraygues, lieutenant-colonel, doctorant en histoire des doctrines stratégiques, *DSI, Défense et Sécurité Internationale*, n° 36, avril 2008.

nuances mais sans rupture totale de philosophie politique et militaire car ce sont plutôt des *comportements entrepreneuriaux* qui dominent le marché des idées stratégiques. La nécessité d'utiliser les derniers perfectionnements comme la « numérisation de l'espace de bataille » ne peut être décisif quand on sait que le fellah Taleb ou Hezbollah utilisé pour porter les messages n'a pas d'autres techniques que celle du coureur de Marathon et que, malgré tout, les derniers engagements américains ou israéliens montrent que, une nouvelle fois, « la technique prétend supplanter la tactique », à tort.

Obama, après Bush, avec une forme de réalisme, ne souhaite, en Afghanistan comme en Iraq, pas plus que la « paix en Algérie » : une « victoire militaire » (la bataille d'Alger) associée à une défaite politique, négociée, permettant un retrait moins minable que celui de la guerre du Vietnam.

En Afghanistan, les terroristes salafistes, taliban, anciens alliés de la CIA, ennemis des Soviétiques, devenus l'ennemi absolu de la démocratie néolibérale, complices et hôtes de Bin Laden, organisateur de l'attentat des *twin towers*, ont changé de nature depuis l'assassinat de Bin Laden.

Ils sont devenus des combattants ennemis avec qui il est normal de négocier une paix honorable, même si on continue à assumer des pertes. Cette paix américaine devrait être un compromis entre des fanatiques religieux partisans de la charia qui se fonderont avec les nouveaux notables pro-américains, profondément convertis à l'économie de marché, non plus dans le trafic de drogue mais dans l'entreprise de détournement des fonds de la reconstruction.

Ce but de l'OTAN américaine en Afghanistan est donc loin d'une victoire de la démocratie et des droits de l'homme, et en outre on peut dire qu'elle est *en retard d'une révolte arabe*. On y souhaite la normalisation néolibérale par la corruption, comme chez Moubarak ou Ben Ali, mais en y espérant en outre l'équivalent d'une « prompte corruption des Frères musulmans » ; tel est l'espoir brillant où le commandement soi-disant OTAN mène la guerre américaine à sa fin, avec la contribution subalterne des troupes alliées dont la France. Les sept années de guerre afghane dans laquelle la France s'est laissée piéger tardivement dans des stratégies sans issue, aboutissent à peut-être moins que rien. Les savoir-faire accumulés dans certaines missions de casques bleus ou de *peace-building* par certains corps de l'armée de terre ont été en quelque sorte gaspillés pour ne pas dire détériorés par le commandement américain finalement dit « OTAN », en grande difficulté pour appliquer même ses propres doctrines

néocoloniales dans le contexte d'une conquête financiarisée des esprits et des cœurs.

### **L'abandon de l'*Air force* en Afghanistan et sa remise en œuvre en Libye**

Le troisième paradoxe, c'est que la guerre d'Afghanistan avait tout de même servi à dénoncer l'absurdité de la dominance des stratégies aériennes. La guerre d'Afghanistan est actuellement « finissante », sous forme d'une défaite politico-militaire, inévitable et prévue depuis longtemps, malgré la conversion des militaires américains à l'humanisme colonial (très relatif) des théories contre-insurrectionnelles de Galula, Trinquier et Lacheroy, dont le modèle, militairement « victorieux », fut admiré par le nouveau manuel de l'*US Army* et des marines publié en 2006 par Petraeus <sup>6</sup>. Cette réforme donna lieu en Iraq à l'adoption d'une stratégie d'*afflux* d'effectifs (*surge*) favorisant la stabilisation du contrôle et de la pacification des secteurs urbains en état d'insurrection. La recette du « *surge* » fut considérée comme à transférer en Afghanistan malgré les différences de terrains (urbains et ruraux) et d'histoire des mouvements locaux. Elle aboutit à une impasse, ce qui autorise à sa manière l'ouverture de négociations avec les talibans.

D'où trois remarques sur l'articulation théorique des buts de guerre et des rapports avec les populations locales - qui n'ont jamais fait l'objet d'une théorisation OTAN, puisqu'il s'agit uniquement de guerres d'intervention américaine « néocoloniales » marquées au départ par l'unilatéralisme barbare de Rumsfeld, et que l'OTAN, en tant qu'alliance des démocraties, ne peut pas soutenir.

– Sans une vision politique réelle, il est impossible (comme le tente Petraeus) de transformer une pratique intelligente de la conquête militaire coloniale, (Galliéni, Liautey) en système défensif du système colonial décadent, ni de transformer le système défensif du colonialisme décadent (Galula, Trinquier) en syndrome policier d'une reconquête répressive transnationale, intelligente n'impliquant même plus la *pacification*. Espérer ensuite pouvoir convaincre une population locale, par ces transitions doctrinaires, de l'issue heureuse de l'invasion comme fondation d'une démocratie, c'est bien là un glissement absurde

---

<sup>6</sup> Cf. David H. Petraeus, James N. Mattis. FM 3-24 *On Counterinsurgency* (Final Draft - June 2006).

qui ne résiste pas à une critique clausewitzienne, fondée pour n'importe quel guerrier afghan sur l'analyse des buts politiques de guerre.

– Trois ajustements tardifs et inefficaces de la grande stratégie américaine ont bien eu lieu sous la prédominance du douhetisme de l'*Air Force*<sup>7</sup>, transcrit à tous les niveaux d'opérations, et qui est bien un des facteurs de continuité commun aux présidents successifs. Cette dominance s'oppose à ce que la pensée européenne du maintien de la paix puisse s'incarner dans aucune des opérations instaurées sous le sigle OTAN et sous commandement de facto des États-Unis. L'autisme douhetiste explique l'inadéquation de l'*imperium* américain à la production politique de paix qui, en Yougoslavie, en Iraq, en Afghanistan, a frisé imperturbablement la catastrophe génocidaire. Certains spécialistes, dans ce contexte critique, se sont même faits les avocats d'un démembrement complet de l'*US Air Force*: divers lambeaux de la force aérienne, comme forces d'appui, seraient intégrés aux unités combattantes terrestres, en vue d'assurer la définition des *nuances du ciblage* et des frappes sous responsabilité du commandement opérationnel terrestre, réputé connaisseur du terrain.

### **Abolir l'*US Air force*?**

**Robert FARLEY The American Prospect, «Abolish the Air Force» <http://www.prospect.org/cs/articles>**

En août 2009 apparaissent certains rapports selon lesquels des officiers de l'armée de terre britannique en Afghanistan avaient demandé qu'on mette fin aux frappes aériennes américaines dans la province d'Helmand parce que ces frappes y tuaient de trop nombreux civils. En Irak, selon l'étude des pertes civiles causées par la guerre, publiée par

<sup>7</sup> Le général italien Giulio Douhet (1869-1930), théoricien de la guerre aérienne, préconise le bombardement à haute altitude pour la destruction des centres vitaux économiques de l'ennemi mais également le bombardement direct des populations civiles pour briser leur moral. Ses théories développées dans *Il dominio dell'aria* (La maîtrise de l'air) paru en 1921 et revu en 1927, appréciées par Mussolini, sont mises en œuvre, après sa mort, par les fascistes italiens et allemands dans la guerre d'Espagne (Guernica). Les théories de Douhet ont eu une importance déterminante sur les doctrines de l'*US Air Force*.

la revue médicale de renommée internationale *Lancet*<sup>8</sup>, les frappes aériennes avaient été responsables de quelque 13 % de ces pertes, soit entre 50 000 et 100 000 morts. L'*US Air Force* est-elle vraiment adaptée au monde de l'après 11 septembre ? Un monde dans lequel la mission militaire des forces armées américaines met davantage l'accent sur le contre-terrorisme et le contre-insurrectionnel ? Pas très fameux. Même le nouveau manuel anti-insurrectionnel dont l'auteur est pour partie le général David H. Petraeus relève très précisément que l'utilisation excessive de l'*Air Force* dans un conflit anti-insurrectionnel peut mener au désastre... Ce que l'*Air Force* sait faire de manière autonome, le bombardement aérien, n'est pas adapté à la guerre moderne ; ce qu'elle sait bien faire – les missions d'appui tactique – pourrait être bien mieux géré par l'armée de terre et la marine. Il est temps de mettre en morceaux l'armée de l'air.

Mais cette interarméité fut déjà le propre du corps des Marines qui possède sa propre aviation d'appui mais cultiva, jusqu'à Petraeus, plutôt la brutalité terroriste du « *hit and run* » : elle n'est donc pas en soi une garantie de réforme des traditions de combat. L'exigence de l'intelligence politique du terrain pourrait aussi s'affaïsser dans l'armée de terre, grâce à l'illusion de finesse que donne l'emploi en temps réel des drones et autres robots qui pourraient être sources d'un « micro-douhetisme terrien ».

Quoi qu'il en soit, le démembrement de l'*Air Force*, qui aurait certainement un effet systémique sur la pensée militaire interarmes, est presque impossible à imaginer en raison de l'importance *et de l'autonomie* du lobby militaire et industriel qui soutient cette arme comme moteur de la modernité technico-militaire.

---

<sup>8</sup> Cf. « Mortality after the 2003 invasion of Iraq: a cross-sectional cluster sample survey », PDF (242 KiB). By Gilbert Burnham, Riyadh Lafta, Shannon Doocy, and Les Roberts. *The Lancet*, October 11, 2006 ; « The Human Cost of the War in Iraq: A Mortality Study, 2002-2006 », PDF (603 KiB). By Gilbert Burnham, Shannon Doocy, Elizabeth Dzeng, Riyadh Lafta, and Les Roberts. A supplement to the October 2006 *Lancet study*.

## Le retour à un but politique de guerre après l'échec du douhetisme

Pourtant, le débat, la crise, la critique formulée très clairement dans l'armée américaine elle-même, portent bien sur l'absence d'un but politique de guerre clairement défini, seul à même de conditionner rationnellement les objectifs militaires et leur coordination avec les actions économiques et culturelles ayant un signification politique. Dans la guerre d'Iraq, l'Army a plusieurs fois, respectueusement, demandé à l'exécutif de bien vouloir fixer en Irak des « *interagency objectives* », des « objectifs interministériels », c'est-à-dire des buts politiques de guerre, seul moyen de qualifier les succès tactiques ou stratégiques – et d'abaisser le taux de suicide chez les vétérans.

De ce côté, ni le recours hors contexte historique aux doctrines de Galula, ni le *Field Manual* de Petraeus n'apportent en soi une réponse.

Galula, du moins, pensait que le but politique de la guerre anti-insurrectionnelle était bien le maintien de l'Algérie colonialiste dans la République française impériale. Les actions américaines n'ont aucun but comparable et n'imposent qu'un glissement absolu vers une culture policière, pour le triomphe de laquelle ils forment une police afghane corrompue composée de paysans souvent illettrés et déserteurs potentiels. Ils espèrent qu'elle tiendra suffisamment pour leur permettre de s'esquiver.

Une orientation favorisant réellement la démocratisation du monde arabe ne peut venir que d'un pouvoir politique qui voudrait soutenir des mouvements de libération véritable et une économie dégagee des chaînes les plus lourdes de la finance globale. Ce n'est pas une question militaire, c'est une question politique. Les militaires, engagés dans les guerres de répression sans fin, peuvent devenir critiques des orientations politiques sans issue élaborées par le pouvoir civil et pourraient à l'inverse se rallier pleinement aux directives politiques ordonnant des missions de *peace building*. Mais il est en fait tout à fait cohérent que les guerres déclenchées dans le système du « néolibéralisme de guerre » soient dépourvues de buts politiques au sens clausewitzien. À proprement parler, il est normal qu'elles se fondent sur des buts glissants, ondoyants comme les cours de la bourse car il n'y a pas de buts politiques sans politique sociale localisée.

La fin des politiques sociales est ouvertement souhaitée par l'école néolibérale, en tout cas jusqu'à nos jours. L'empire n'a plus besoin de buts politiques de guerre (Eck) mais seulement de buts militaires de guerre (Zieux). Mais cette remarque elle-

même manifeste la survie de la théorie clausewitzienne et son utilité pour la simple description critique des guerres de l'empire global.

Il reste à dire que les tactiques sociales, sous contrôle de l'OTAN ou de toute institution représentant la prépondérance militaire des États-Unis, deviennent automatiquement des buts de guerre purs et à sursauter devant cette énormité qui proclamerait la légitimité de toutes les guerres comme guerres civiles soumises à intervention impériale pour l'entrée pacifiée dans le libre marché mondial.

### **La deuxième guerre OTAN : la guerre d'intervention aérienne en Libye**

C'est avec en tête tous les aléas et les impasses de la guerre américaine en Afghanistan et en Iraq qu'il faut s'interroger sur les suites de la guerre de Libye.

Déchaîné contre un ennemi clairement désigné, le tyran ex-terroriste devenu corrompu et resté criminel, le personnage de Kadhafi, le peuple libyen s'est soulevé au nom d'un retour à la démocratie, revendication qui secoue tout le monde arabe.

Mais la démocratie en Libye n'est pas menacée et attaquée dans un pays membre de l'alliance et l'Alliance atlantique n'est donc pas concernée, car elle n'est pas compétente, comme l'a rappelé avec une certaine ironie le gouvernement turc pour refuser de participer aux opérations OTAN.

Le « commandement OTAN » dans le cas libyen, c'est une décision d'aide technique à une coalition au départ franco-britannique puis franco-américano-britannique. L'OTAN décide en deux temps sous pression américaine, malgré la résistance de la Turquie, de prendre le contrôle de l'appui militaire à une résolution du Conseil de sécurité, autorisant d'intervenir pour protéger la population insurgée par bombardements aériens – comme si cette délimitation garantissait la population civile contre les bavures inévitables.

#### **Premier temps <sup>9</sup>**

Après de très longues négociations, un accord partiel est intervenu à l'OTAN, dans la soirée du jeudi 24 mars, sur la prise en charge par l'Alliance atlantique du commandement militaire

---

<sup>9</sup> *Le Monde* 24 mars 2011 – Bruxelles (OTAN), correspondant.

de l'intervention en Libye. L'OTAN devait prendre le relais des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne dès le début de la semaine suivante. L'accord semblait entériné en début de soirée, mais la Turquie a manifesté, in extremis, des réticences, ce qui a entraîné une reprise des discussions. C'est la possibilité de voir se poursuivre les frappes au sol qui indispose toujours la diplomatie d'Ankara. Finalement, les vingt-huit pays membres ont décidé que l'OTAN gérerait, à ce stade, l'embargo et la zone d'interdiction de vol. La troisième partie des opérations, c'est-à-dire les bombardements au sol, continuerait d'être gérée par la coalition.

### Deuxième temps

L'OTAN a pris, jeudi 31 mars à 8 heures, le commandement de toutes les opérations menées en Libye, succédant ainsi à la coalition multinationale engagée depuis le 19 mars, a indiqué un diplomate allié. L'Alliance atlantique a la responsabilité des bombardements, jusqu'à présent assumée par la coalition menée par les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne. Sous l'autorité du grand quartier général allié en Europe, à Mons, dans le sud de la Belgique, l'opération est dirigée depuis le centre régional de commandement de l'OTAN, à Naples, par le général canadien Charles Bouchard.

L'OTAN a donc résisté moins d'une semaine à la pression américaine exigeant son implication politico-militaire directe dans le commandement et le contrôle («C2») de cette opération, une tâche technique de choix et coordination des frappes que la coalition pouvait assumer mais un rôle politique qui fut considéré comme un spectacle nécessaire, même si la coordination militaire pouvait s'organiser sans cela. Là aussi, comme en Afghanistan, toutes choses inégales par ailleurs, c'est la guerre locale qui fait la promotion de l'OTAN plutôt que l'OTAN qui prend en charge la guerre.

Contrairement à ce qu'on a répété à satiété, la restriction, de la résolution de l'ONU n'interdisait pas aux coalisés de mettre des hommes à terre pour aider les opérations de bombardement, mais elle interdisait d'y projeter des unités combattantes formant *force d'occupation* et empiétant donc sur la souveraineté territoriale des insurgés<sup>10</sup>. Très

---

<sup>10</sup> «The beleaguered rebels battling Col. Muammar el-Qaddafi's forces, according to American officials. Personnels au sol» (*Le Monde*, 31 mars 2011). Sur le terrain, de «petits groupes» d'agents de la CIA sont



rapidement d'ailleurs, les Américains, les Britanniques et les Français ont déployé des personnels de terrain pour guider les tirs et faciliter les évacuations éventuelles de personnels «air» abattus, plus tard, pour assister la progression vers Tripoli dans le but manifestement autant politique qu'humanitaire d'aider à la conquête de la capitale et à l'élimination du centre de pouvoir du tyran.

On peut certes saluer la prudence des membres de la coalition qui n'ont pas souhaité intervenir plus formellement à terre, bien que tout le monde s'accorde pour dire que l'intervention d'hélicoptères de combat notamment par les Français, en particulier dans la zone occidentale «kabyte» du dispositif de pression sur Tripoli, est bien à considérer comme une participation au combat terrestre, mais sans occupation.

La réticence d'une partie de la gauche à l'ensemble de l'opération s'explique surtout, à juste titre d'ailleurs, parce qu'on ne pouvait se fier réellement à l'ardeur démocratique des trois gouvernements qui organisaient l'opération de bombardement et les missions d'appui au sol et que d'ailleurs on ne le peut toujours pas. Longuement alliés fidèles de Kadhafi, comme de Moubarak et de Ben Ali, les gouvernements de cette coalition ne sont pas fiables du point de vue de l'objectif final de *refondation de la démocratie*. L'objectif de *realpolitik* fut toujours pour eux de mettre la main sur les ressources pétrolières libyennes et les comptes (gelés par l'ONU) de la famille Kadhafi, pour se

---

déployés pour prendre contact avec la rébellion et guider les frappes de la coalition, indiquent le *New York Times* et le *Washington Post* et Reuters. La chaîne ABC News assure que le président Barack Obama a donné l'autorisation d'aider secrètement les rebelles. Des agents de la CIA auraient participé à l'opération de sauvetage d'un des membres d'équipage d'un F-15 qui s'est écrasé à l'est de Benghazi. Le *New York Times* indique que des membres des forces spéciales britanniques et des agents du MI6 sont aussi sur place. Des personnels français également selon toute vraisemblance. «Il n'y a pas de *troupes françaises déployées au sol* en Libye dans le cadre des opérations de la coalition internationale contre les forces kadhafistes», a déclaré le ministre de la Défense. «Il y a une limite technique dans la résolution 1973 : «pas d'occupation au sol», a ajouté Gérard Longuet lors d'un point de presse, en rappelant avec précision les limitations formulées par l'ONU.

Cf. Mark Mazzetti and Eric Schmitt, *New York Times*, March 30, 2011 «The Central Intelligence Agency has inserted clandestine operatives into Libya to gather intelligence for military airstrikes and to contact and vet ».

rembourser des frais de la guerre et tirer avantage des contrats de reconstruction, bien plus que d'instaurer une démocratie sur la structure encore tribale de la société et sur l'économie de populisme pétrolier avare et délabrée, mais étatique, organisée par le régime paranoïde du chef. Organiser une démocratie sociale sur la base de l'idéal juvénile des combattants armés n'est pas dans le génie de la droite néolibérale.

Il n'empêche que les actions des forces armées françaises, pour une fois, ont pratiqué une forme d'action militaire appuyant des combattants héroïques donnant leur vie pour les libertés démocratiques et avec un succès qui ne doit pas tout aux frappes et au commandement américain, mais plutôt, discrètement, à la mise en jeu de connaissances réelles du terrain et au respect de l'autonomie stratégique des rebelles.

### **Le secrétaire général gonflé**

Aujourd'hui que Kadhafi est renversé, certainement pas « par l'OTAN » deux conséquences extra-ordinaires sont apparentes.

Premièrement le secrétaire général de l'OTAN, M. Rasmussen, se croit soudain investi du rôle de commandant en chef de la coalition et revêtu d'une quelconque autorité sur les gouvernements membres de l'alliance. Il presse les États membres de faire un rapport de leurs actions en Libye. Comme le lui rappelle le ministre Gérard Longuet l'analyse du retour de mission des responsables politiques et militaires va prendre du temps et est de la responsabilité des gouvernements alliés : le secrétaire général de l'OTAN, malgré les suggestions qui ont été formulées du côté américain, n'est nullement chargé, par délégation de pouvoir du Conseil d'une responsabilité politique et stratégique décisionnelle : il a montré par des déclarations publiques lors de la réunion de bilan de Bruxelles les 5 et 6 octobre 2011 un mépris ironique pour les alliés qui ont refusé de se joindre à cette opération qui n'est pas une opération *de* l'OTAN, puisqu'elle n'est pas issue d'une décision unanime. Il distribue des mauvais points aux participants européens qui ont refusé de s'y joindre et il moque la longue *durée* de cette guerre de basse intensité, oubliant sans doute que la guerre afghane a duré dix ans malgré le commandement OTAN plaqué sur la coalition. Il ironise sur la panne de munitions qui a failli intervenir et que les Américains seuls pouvaient empêcher grâce à leurs stocks.

Deuxième conséquence extraordinaire donc : le secrétaire général pense pouvoir préconiser l'idée d'un « regroupement des tâches » et d'un « partage des tâches entre alliés » sur la base d'une

spécialisation permanente, objectif qui n'a rien à voir avec le principe de la décision souveraine unanime des États et représente bien l'esprit managerial qui anime la pensée opérationnelle de type capacitaire et infra politique et qui domine la relation entre les États-Unis et les alliés à travers le commandement « transformation » de l'OTAN. Il en arrive à féliciter la Grèce de tenir ses engagements à dépenser 2% pour sa défense et critique le peu d'enthousiasme des États de fournir un effort militaire plus marqué malgré la crise.

### **La démocratisation ne va pas être facile**

On voit bien par ailleurs que, pour certains réalistes, la démocratie est un sujet bien moins pressant que le contrôle des citoyens formés en bandes armées et l'instauration d'un centre de pouvoir capable de maîtriser *les membres de cette résistance populaire*, autrement dit de brider le mouvement démocratique. Or, malgré toutes les réserves contre les dangers de l'anarchie, on sait fort bien que la *démocratie* surgit toujours d'un soulèvement populaire, d'une résistance plus ou moins armée, conservant son autonomie et sa fierté militante et militaire.

C'est nécessaire, même si ce n'est pas suffisant. Il ne serait pas légitime de voir un ancien ministre de l'Intérieur de Kadhafi, responsable du martyre des infirmières bulgares, prendre le commandement des troupes d'un « camp démocratique » visant la simple reprise en main par le système financier transnational des ressources détournées par le tyran parano.

Le sort et le contenu de la démocratie libyenne dépendront de la manière dont les combattants du soulèvement populaire seront articulés à l'organisation du régime démocratique. Ils sont assez naïfs pour croire qu'ils doivent beaucoup à la France « de Sarkozy » et seraient sans doute mieux assurés si une France non sarkoziste prenait la responsabilité du suivi du soutien aux démocratisations arabes.

En tout cas il est probable qu'une *otanisation* du soutien à la démocratie libyenne n'a aucun sens et que seule une relocalisation de l'Union européenne sur le thème d'une européisation anti-néolibérale de la sécurité et de la défense de la démocratie en Méditerranée pourrait encadrer une reformulation radicale des relations euro-arabes, qui ne soit pas seulement une absorption dans la domination du système financier et l'obédience à la société d'assurances globale qu'est devenue l'OTAN.

L'affaire libyenne, y compris la défense future de véritables démocraties, c'est-à-dire de démocraties sociales dans le monde arabe, implique plutôt qu'on se débarrasse de

la coquille politiquement vide qu'est devenue l'OTAN au service du capital financier. Décider un nouveau retrait de la France des commandements intégrés de l'OTAN, tout en maintenant l'adhésion au traité de l'Atlantique-Nord serait une posture bien venue, ne serait-ce que pour récupérer, avec une certaine fraîcheur, l'imagination nécessaire pour fonder réellement une politique de défense européenne qui prenne en charge l'affrontement aux menaces réelles qui pèsent sur l'Europe : les attaques chaotiques des « marchés » qui poussent les pays du sud de l'Europe dans la guerre civile et risquent d'orienter les forces armées vers le maintien de l'ordre interne.

La campagne électorale française sera sans doute l'occasion d'éclaircir tous ces thèmes d'avenir.